

« Par le passé, lorsque l'uniforme était obligatoire, cela ne posait aucun problème ».

Le port de l'uniforme n'a jamais été obligatoire dans l'histoire de l'école en France. Il y a une confusion avec le port de la blouse à une époque mais qui n'avait pas pour but de susciter un sentiment d'appartenance chez les écolier-es puisqu'elle n'était non seulement pas obligatoire mais en plus pas identique entre les élèves d'une même classe. Son rôle était uniquement de protéger les vêtements des tâches d'encre. C'est pour cela qu'elle a disparu avec l'arrivée des stylos billes.

L'UNIFORME A L'ÉCOLE

Ce qu'ils en disent, ce qu'on en pense...

« L'uniforme a pour objectif d'améliorer l'image de l'école en créant un sentiment d'appartenance ».

L'institution assume le fait que la tenue unique est un artifice, une image qui se voudrait positive de l'école. Mais ses missions premières sont de : transmettre des savoirs, éveiller, rendre autonome, émanciper et apprendre à vivre ensemble avec les différences de chacun-es. Pour ce faire, uniformiser les enfants ne permet en rien d'accomplir ces missions. Au contraire, la tenue unique peut être un obstacle au bien-être de l'élève en construction et en recherche d'identité.

éducation
Sud

« L'uniforme permettra de faire appliquer les principes de laïcité et les valeurs républicaines ».

Qu'en est-il du principe de laïcité lorsque l'État et les collectivités territoriales financent des établissements privés confessionnels sous ces principes quand des établissements scolaires confessionnels sous contrat continuent de recevoir les subventions de l'état ? Quant aux valeurs de la république, dire que ce qui est visé c'est « l'appartenance à notre communauté nationale et à la République française » et proposer que chaque établissement ait son propre uniforme en promouvant de fait un « patriotisme » (voire un « communautarisme ») d'établissement est contradictoire.

« L'uniforme mettra à l'abri de toute forme de prosélytisme ».

Il existe déjà une loi qui permet cela, celle de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. Cet argument largement évoqué par la droite réactionnaire et l'extrême droite, vise une fois de plus à stigmatiser une certaine catégorie d'élèves. La lutte contre le prosélytisme dans les lieux et établissements publics n'est plus leur priorité quand il s'agit de dénoncer les crèches de Noël (déclarées comme illégales par tous les tribunaux saisis) dans les mairies par exemple ?